

ARRÊTÉ

**portant prescriptions complémentaires
Installations classées pour la protection de l'environnement
Société VERBAU FRANCE – commune d'ESTRÉES-DÉNIÉCOURT**

**LE PRÉFET DE LA SOMME
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE**

Vu le code de l'environnement et notamment son article R. 181-45 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000, modifiée, relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 13 juillet 2023 portant nomination de M. Rollon MOUCHEL-BLAISOT, préfet de la Somme ;

Vu le décret du 21 juillet 2023 portant nomination de M. Emmanuel MOULARD, administrateur de l'État du deuxième grade, secrétaire général de la préfecture de la Somme ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation délivré le 27 mars 2006 à la société PANAVI, pour l'exploitation d'une unité de fabrication de pains crus et précuits surgelés située ZAC de Haute Picardie à Estrées-Deniécourt (80200), parcelle cadastrée section ZN n°68 ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire délivré le 18 août 2009 à la société PANAVI pour la mise en œuvre des mesures relatives au programme de surveillance de ses rejets d'eaux résiduaires sur son site exploité à Estrées-Deniécourt ;

Vu l'arrêté préfectoral du 15 janvier 2024 portant délégation de signature principale à M. Emmanuel MOULARD, secrétaire général de la préfecture de la Somme ;

Vu le donner acte délivré le 27 juin 2011 à la société PANAVI pour l'exploitation d'entrepôts frigorifiques situés au sein de son unité de fabrication de pains crus et précuits surgelés, exploitée à Estrées-Deniécourt ;

Vu le donner acte délivré le 6 mars 2018 à la société VANDEMOORTELE BAKERY PRODUCTS FRANCE de reprise des installations précédemment exploitées sous la raison sociale PANAVI, situées ZAC de Haute Picardie à Estrées-Deniécourt ;

Vu le donner acte délivré le 20 août 2018 à la société VANDEMOORTELE BAKERY PRODUCTS FRANCE de sa déclaration effectuée le 26 mai 2016 en vue d'obtenir le bénéfice d'antériorité pour son établissement situé à Estrées-Deniécourt, ZAC Haute Picardie ;

Vu le donner acte délivré le 4 septembre 2019 à la société AMF Qualité Sécurité Environnement de reprise des installations précédemment exploitées par la société VANDEMOORTELE BAKERY PRODUCTS FRANCE, situées ZAC de Haute Picardie à Estrées-Deniécourt ;

Vu le donner acte délivré le 29 décembre 2021 à la société VERBAU FRANCE de reprise partielle des installations de fabrication et de stockage de produits alimentaires crus et précuits surgelés, précédemment exploitées sous la raison sociale AFM QSE, situées ZAC de Haute Picardie à Estrées-Deniécourt ;

Vu le dossier de porter à connaissance transmis à la préfecture de la Somme par courriel du 27 janvier 2025, relatif à la modification des valeurs limites de rejet des eaux usées du site au regard des dispositions de la convention du 13 janvier 2025 de déversement des eaux usées non-domestiques dans le réseau d'assainissement de la ZAC d'Estrées-Deniécourt ;

Vu le rapport et les propositions du 27 mars 2025 de l'inspection des installations classées ;

Vu le projet d'arrêté transmis à l'exploitant par courrier du 17 avril 2025, réceptionné le 23 avril 2025 ;

Vu les observations formulées par l'exploitant par courriel du 29 avril 2025 sur ce projet d'arrêté et la réponse de l'inspection des installations classées du 12 juin suivant ;

Considérant ce qui suit :

1. la société VERBAU FRANCE est autorisée à exploiter des installations classées pour la protection de l'environnement parcelle cadastrée section ZN n°68 de la ZAC d'Estrées-Deniécourt, sous couvert notamment de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 27 mars 2006 susvisé ;

2. au cours de la visite d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement du 15 octobre 2024, la gestion des eaux polluées et eaux résiduaires internes à l'établissement a été examinée et a conduit à une demande de justificatif portant sur la transmission de la convention de déversement des eaux usées non domestiques de la société VERBAU FRANCE dans le réseau d'assainissement de la ZAC d'Estrées-Deniécourt ;

3. par courriel du 17 janvier 2025, la société VERBAU FRANCE a transmis, à l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement la nouvelle convention de déversement des eaux usées de l'entreprise dans le réseau d'assainissement de la ZAC d'Estrées-Deniécourt, datée du 13 janvier 2025 ;

4. par courriel du 27 janvier 2025 un dossier de porter-à-connaissance visant à la modification des valeurs limites de rejet des eaux usées de l'entreprise au regard des dispositions de la convention du 13 janvier 2025 de déversement des eaux usées non-domestiques de l'entreprise VERBAU FRANCE dans le réseau d'assainissement de la ZAC d'Estrées-Deniécourt a été transmis, à la préfecture de la Somme ;

5. au vu des éléments transmis, l'inspection des installations classées a jugé, dans son rapport du 27 mars 2025, que ces modifications sont notables mais pas substantielles au titre des articles R. 181-46 et R. 122-2 du code de l'environnement ;

6. conformément aux dispositions prévues par l'article R. 181-45 du code de l'environnement, ces modifications doivent être actées par voie d'arrêté préfectoral complémentaire ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture ;

ARRÊTE

ARTICLE 1. – OBJET

Dès la notification du présent arrêté, la société VERBAU FRANCE, dont le siège social est situé 3087, rue de la Gare à Boeschepe (59299), est tenue de respecter les dispositions du présent arrêté, en complément de celles prescrites dans les actes administratifs antérieurs susvisés, pour l'exploitation des installations de son établissement situé ZAC Haute Picardie à Estrées-Deniécourt (80200).

ARTICLE 2. – MODIFICATIONS ET COMPLÉMENTS APPORTÉS AUX PRESCRIPTIONS DES ACTES ANTÉRIEURS

Les prescriptions suivantes sont modifiées par le présent arrêté :

Référence des arrêtés préfectoraux antérieurs	Référence des articles dont les prescriptions sont supprimées ou modifiées	Nature des modifications
Arrêté préfectoral d'autorisation du 27 mars 2006	Article 4.3.8	Supprimé et remplacé par l'article 3 du présent arrêté
Arrêté préfectoral complémentaire du 18 août 2009	Article 3	Supprimé et remplacé par l'article 4 du présent arrêté

ARTICLE 3. – VALEURS LIMITES D'ÉMISSION DES EAUX RÉSIDUAIRES APRÈS PRE-TRAITEMENT

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires vers la station d'épuration communale, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définis.

pH compris entre 5,5 et 8,5

Température : inférieur à 30 °C

Débit maximal horaire (m³/h)	2 m³/heure
Débit journalier des effluents industriels en sortie de pré-traitement	15 m³/jour

Concentrations et Flux à respecter avant le 1^{er} novembre 2025, après traitement avant rejet par un réacteur biologique SBR et un filtre planté de roseaux

Paramètre	Concentration journalière (mg/l) moyenne	Flux maxi journalier (Kg/j)
MES	1800	27
DCO	3000	45
DBO5	800	12
NTK (Azote Kjeldhal)	120	1,8
Phosphore total (exprimé en Pt)	16	0,18
MEH	200	2,25
Paramètre	Concentration moyenne journalière (mg/l hormis pour l'Arsenic en µg/l)	Flux spécifique
Indice phénols	0,3	Si flux supérieur à 1g/j
Chromes Hexavalent	0,1	Si flux supérieur à 1g/j
Cyanures	0,1	Si flux supérieur à 1g/j
Arsenic et composés	0,1	Si flux supérieur à 1g/j
Plomb et composés	0,5	Si flux supérieur à 5 g/j
Cuivre et composés	0,5	Si flux supérieur à 5 g/j
Chrome et composé	0,5	Si flux supérieur à 5 g/j
Nickel et composés	0,5	Si flux supérieur à 5 g/j
Zinc et composés	2	Si flux supérieur à 20 g/j
Manganèse et composés	1	Si flux supérieur à 10 g/j
Étain et composés	2	Si flux supérieur à 20 g/j
Fer, aluminium et composés	5	Si flux supérieur à 20 g/j
Composés organiques du chlore (AOX)	5	Si flux supérieur à 30 g/j
Hydrocarbures totaux	10	Si flux supérieur à 100 g/j
Fluor et composés	15	Si flux supérieur à 150 g/j

Concentrations et Flux à respecter après le 1^{er} novembre 2025, après traitement avant rejet par un dégraisseur, un réacteur biologique SBR et un filtre de plantés de roseaux

Paramètre	Concentration journalière (mg/l)	moyenne	Flux maxi journalier (Kg/j)
MES	600		9
DCO	1600		24
DBO5	800		12
NTK	90		1,35
Phosphore total (exprimé en Pt)	12		0,24
MEH (Graisse)	150		3
Paramètre	Concentration moyenne journalière (mg/l hormis pour l'Arsenic en µg/l)		Flux spécifique
Indice phénols	0,3		Si flux supérieur à 1g/j
Chromes Hexavalent	0,1		Si flux supérieur à 1g/j
Cyanures	0,1		Si flux supérieur à 1g/j
Arsenic et composés	0,1		Si flux supérieur à 1g/j
Plomb et composés	0,5		Si flux supérieur à 5 g/j
Cuivre et composés	0,5		Si flux supérieur à 5 g/j
Chrome et composé	0,5		Si flux supérieur à 5 g/j
Nickel et composés	0,5		Si flux supérieur à 5 g/j
Zinc et composés	2		Si flux supérieur à 20 g/j
Manganèse et composés	1		Si flux supérieur à 10 g/j
Étain et composés	2		Si flux supérieur à 20 g/j
Fer, aluminium et composés	5		Si flux supérieur à 20 g/j
Composés organiques du chlore (AOX)	5		Si flux supérieur à 30 g/j
Hydrocarbures totaux	10		Si flux supérieur à 100 g/j
Fluor et composés	15		Si flux supérieur à 150 g/j

Les valeurs limites ci-dessus s'appliquent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur 24 heures.

Dans le cas où une autosurveillance est mise en place, 10 % de la série des résultats des mesures peuvent dépasser les valeurs limites prescrites, sans toutefois dépasser le double de ces valeurs. Dans le cas d'une autosurveillance journalière (ou plus fréquente) des effluents aqueux, ces 10 % sont comptés sur une base mensuelle.

Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesure ne dépasse le double de la valeur limite prescrite.

Pour l'azote et le phosphore, la concentration moyenne sur un prélèvement de 24 heures ne dépasse pas le double des valeurs limites fixées.

ARTICLE 4. – AUTOSURVEILLANCE DES EAUX RÉSIDUAIRES

Les dispositions minimales suivantes sont mises en œuvre :

- Un enregistrement en continu des débits au point de rejet ;
- Une analyse quotidienne de la température et du pH ;
- Une analyse bimestrielle de l'ensemble des autres paramètres.

Paramètre	Code SANDRE	Fréquence de suivi	Fréquence de transmission (GIDAF)
Volume moyen journalier	1552	Journalière	Bimestrielle
pH	1302	Journalière	Bimestrielle
Température	1301	Journalière	Bimestrielle
MES	1305	Bimestrielle	Bimestrielle
DCO	1314	Bimestrielle	Bimestrielle
DBO5	1313	Bimestrielle	Bimestrielle
NTK	1551	Bimestrielle	Bimestrielle
Phosphore total (exprimé en P)	1350	Bimestrielle	Bimestrielle
MEH (graisse)	1781	Bimestrielle	Bimestrielle
Indice phénols	1440	Bimestrielle	Bimestrielle
Chromes Hexavalent	1371	Bimestrielle	Bimestrielle
Cyanures	1084	Bimestrielle	Bimestrielle
Arsenic et composés	1369	Bimestrielle	Bimestrielle
Plomb et composés	1382	Bimestrielle	Bimestrielle
Cuivre et composés		Bimestrielle	Bimestrielle
Chrome et composé	1389	Bimestrielle	Bimestrielle
Nickel et composés	1386	Bimestrielle	Bimestrielle
Zinc et composés	1383	Bimestrielle	Bimestrielle
Manganèse et composés	1394	Bimestrielle	Bimestrielle
Étain et composés	1380	Bimestrielle	Bimestrielle
Fer, aluminium et composés	7714	Bimestrielle	Bimestrielle
Composés organiques du chlore (AOX)	1106	Bimestrielle	Bimestrielle
Hydrocarbures totaux	7009	Bimestrielle	Bimestrielle
Fluor et composés	-	Bimestrielle	Bimestrielle

ARTICLE 5. – PUBLICITÉ

En vue de l'information des tiers :

1° Une copie de l'arrêté est déposée à la mairie d'Estrées-Déniécourt et peut y être consultée ;

2° Un extrait de l'arrêté est affiché à la mairie d'Estrées-Déniécourt pendant une durée minimum d'un mois ;

Procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire de la commune d'Estrées-Déniécourt et transmis à la préfecture ;

3° L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département qui a délivré l'acte pendant une durée minimale de quatre mois.

ARTICLE 6. – DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré au tribunal administratif d'Amiens (14 rue Lemerchier) ou par le biais de l'application « Télérecours citoyens » accessible sur le site www.telerecours.fr.

- 1° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de l'acte, ce délai étant, le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de six mois suivant la mise en activité de l'installation ;

- 2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où l'acte leur a été notifié.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte portant autorisation ou enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

ARTICLE 7. – EXÉCUTION

Le secrétaire général de la préfecture, la sous-préfète de Péronne, le maire d'Estrées-Déniécourt, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Hauts-de-France et l'inspection de l'environnement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société VERBAU FRANCE.

Amiens, le **27 JUIN 2025**

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,



Emmanuel MOULARD